

# DE LA LUTTE BIOLOGIQUE AU COMBAT POLITIQUE : ITINÉRAIRE D'UNE RECHERCHE ENGAGÉE

Entretien avec Alex Aebi (Université de Neuchâtel)

**Interview:** *Pierre Caballé, Leïla Baracchini*

Alex Aebi est biologiste et ethnologue. Il occupe actuellement un poste de maître d'enseignement et de recherche (MER) en agroécologie au sein de l'Université de Neuchâtel. Il y est également professeur, responsable de la filière biologie-ethnologie. Alex se définit aujourd'hui en tant que « chercheur engagé ». Il assume des positions marquées sur les questions environnementales comme l'interdiction des néonicotinoïdes en 2019 ou encore la ré-homologation du gauchon en 2020. L'entretien a eu lieu en juin 2021, quelques jours avant le vote pour l'initiative populaire « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse »<sup>1</sup>. Cette initiative visait à interdire l'usage de pesticides de synthèse ainsi que l'importation de produits issus d'une agriculture qui en utilise. Alex Aebi était alors fortement investi dans cette campagne. Dans cet entretien, il revient sur les étapes marquantes au cours desquelles il a muri sa posture de chercheur engagé. Partant de ses expériences, Alex Aebi évoque ses réflexions sur la place de l'engagement au sein de nos universités ainsi que sur ce que pourrait être le visage d'une science qui prendrait au sérieux la question de l'engagement<sup>2</sup>.

## Interview

*Pierre Caballé:* Dans le cadre de ce numéro spécial sur la question de l'engagement, nous souhaiterions, pour commencer, revenir sur ton parcours de chercheur. Est-ce que tu pourrais nous parler de ta formation en biologie et nous décrire comment tu es progressivement passé d'une recherche de biologie fondamentale à des questionnements écologiques et socio-anthropologiques ?

**Alex Aebi :** Un parcours un peu compliqué. Je suis biologiste de formation et j'ai fait mes études ici à Neuchâtel. Au début, je me définissais comme entomologiste, intéressé par les questions de recherche fondamentale sur l'évolution des insectes et des communautés d'insectes dans une perspective écologique. S'il y a quelques années on m'avait dit que je terminerai à moitié socio-anthropologue, j'aurais bien rigolé !

<sup>1</sup> Pour plus d'information sur l'initiative, voir le site officiel de la campagne : <https://lebenstattgift.ch/fr/>

<sup>2</sup> Entretien réalisé le 7 mai 2021 à l'Institut de biologie de l'Université de Neuchâtel.

Pour ma thèse, j'ai travaillé sur un système de haricots mexicains qui étaient attaqués par un ravageur qui transformait les grains en farine. On s'intéressait alors aux agents de lutte biologique potentiels en se focalisant sur les interactions trophiques entre une plante, un ravageur de plantes et un ennemi naturel du ravageur.

Après un post-doc en biologie de 2 ans à Édimbourg, je suis revenu en Suisse et j'ai été engagé à Agroscope, la station de recherche de l'Office fédérale de l'agriculture (OFAG). J'étais responsable au sein du groupe Biosécurité de la recherche sur les espèces invasives et sur les évaluations de risques environnementaux associés à la lutte biologique. Quand une entreprise voulait vendre des coccinelles comme agent de lutte biologique, j'étais responsable de l'homologation de ces produits phytosanitaires que sont les coccinelles. Je devais faire la pesée d'intérêts: est-ce qu'il y a des risques pour l'environnement ? Est-ce qu'il y a des effets collatéraux ? Est-ce efficace ?

Un des sujets qui m'a occupé, c'était le cynips du châtaignier et le *Torymus sinensis*, une sorte de micro-guêpe exotique chinoise que certains voulaient introduire en Suisse pour lutter contre le ravageur. Et ça soulevait pas mal de questions à l'époque.

Là, je me souviens que ça a été un moment charnière où j'entrais un petit peu à reculons dans un thème qui impliquait des gens, et non pas uniquement des petites bestioles, des vrais personnes qui avaient des choses à dire, qui avaient envie de protéger cet arbre, très utilisé, très valorisé, très investi émotionnellement.

On attendait de moi que je me cantonne à mon rôle de biologiste et moi je voyais à quel point la biologie avait des limites. Évaluer les risques de la lutte biologique de manière rigoureuse est important, mais je pense qu'il faut aussi des gens qui font des passerelles avec le monde réel et avec d'autres disciplines. Dans ce cas-là, je sentais bien qu'il fallait absolument considérer le tout: les arbres, les ravageurs, les ennemis naturels et les propriétaires de châtaigniers. Je pensais qu'il était crucial à la fois d'apporter des réponses solides à nos questions et d'être capable de les transmettre à nos interlocuteurs sur le terrain, voire d'y réfléchir avec eux.

Puis en 2012, j'ai été nommé MER en agroécologie, responsable de la filière interdisciplinaire de biologie ethnologie à l'Université de Neuchâtel. C'est avec Ellen Hertz, alors directrice de l'institut d'ethnologie, que j'ai démarré un premier terrain sur les châtaigniers que j'avais suivi en tant que biologiste, avec de belles œillères<sup>3</sup>. Cela m'a fait réaliser à quel point j'avais été un peu naïf dans ma posture de biologiste, persuadé que nos enjeux de sauvegarde d'un environnement natif en lien avec la biosécurité étaient au centre de la question, alors que ce n'était pas le cas, persuadé aussi qu'on avait bien vulgarisé nos travaux scientifiques, alors que ce n'était pas vrai. Et ça a été d'une richesse incroyable.

On a pu découvrir à quel point ce qui motivait cette histoire de lutte biologique pour le châtaignier, ce n'était pas la biologie qui allait l'expliquer (Aebi et Hertz 2022, à paraître). Ce n'était pas la capacité de vol ou le mode de reproduction de ces petites guêpes qui avaient été

<sup>3</sup> Notre première enquête ethnographique a été réalisée dans le cadre d'un séminaire méthodes et terrain intitulé « Socio-anthropologie des problèmes publics » au cours duquel nous (avec les étudiant·e·s) avons retracé l'histoire de cette problématique en menant des entretiens semi-directifs avec des propriétaires de châtaigneraies, des forestiers, des scientifiques de l'Office fédéral de l'environnement et des naturalistes amateurs.

introduites en Italie, au grand dam des évaluateurs de risques suisses. Au fil de nos échanges sur le terrain, nous avons réalisé que c'était juste l'amour de certains propriétaires envers leurs arbres et les risques qu'ils étaient prêts à prendre pour les protéger qui expliquait qu'on allait avoir toutes ces bestioles qui allaient prendre leur envol et occuper tout le territoire.

*P. C. : Finalement, l'arrivée en ethnologie t'a permis de prendre du recul sur les implications sociales de ton activité scientifique ?*

**A. A. :** Pour moi, l'ethnologie a été un facilitateur de prise au sérieux des enjeux sociaux et des enjeux politiques cachés derrière mes sujets de recherche en biologie. Je pouvais enfin intégrer des objets avec lesquels on n'est pas habitué à travailler comme le rôle des émotions, l'attachement à un arbre, la valeur paysagère. Par la suite, dans une sorte de continuité, l'ethnologie m'a encouragé à y inclure en plus des aspects politiques. Ou pour être encore plus précis, l'ethnologie m'a donné un outil, la réflexivité, pour oser m'engager sur un terrain politique tout en étant méthodologiquement solide.

La politique était, dans ma formation en science presque un gros mot, quelque chose qu'on évacuait de nos recherches. Maintenant je vois ça comme un levier pour changer notre monde, à condition de toujours savoir d'où on parle, vers quoi on se dirige.

## Entrer dans la danse

*P. C. : Et à quel moment la question de l'engagement s'est-elle posée ou imposée dans ton parcours au point que tu revendiques aujourd'hui une posture de chercheur engagé ?*

**A. A. :** En 2015 je me suis mis à faire des recherches sur les abeilles. Je suis apiculteur depuis 2000, c'était donc un objet qui m'intéressait depuis longtemps. En 2014, Blaise Mulhauser, le directeur du jardin botanique de Neuchâtel est venu nous voir avec une collection de miels du monde qu'ils avaient construite au fil des années. Ensemble nous avons décidé de la valoriser en utilisant ces miels pour faire un point sur l'état du monde par rapport à la contamination par des pesticides, les néonicotinoïdes, qui sont des molécules connues comme étant des tueurs d'abeilles pour dire les choses très simplement.

À partir de cette collection nous avons fait une analyse de ces molécules, puis nous avons établi une carte du monde qui montrait la présence ou non de néonicotinoïdes, dans les 200 différents miels que nous avions à disposition (Mitchell et al. 2017). On se disait à l'époque que ce sera la carte qui nous permettra éventuellement de faire un coup de gueule.

Lorsque l'on a commencé à voir les premiers résultats, on a eu des gouttes de sueur au front. Ils montraient que 75 % des miels du monde étaient contaminés par au moins un néonicotinoïde, à des concentrations connues pour causer des effets sub-léthaux aux abeilles, avec des effets au niveau des abeilles individuelles, mais aussi au niveau de la colonie.

On s'est dit: « On a là un truc fort, un truc qui est inquiétant, un truc qui va impliquer tous les apiculteurs, un truc qui va impliquer le monde politique. » Tout à coup, on a réalisé avec

un collègue que l'on avait une perche monumentale entre les mains et qu'on pouvait s'en saisir pour en faire quelque chose.

C'est là que la question de l'engagement est devenue centrale dans mes réflexions de chercheur. Je voulais poser ces résultats sur la table politique, pour inciter les décideurs à prendre des décisions courageuses pour la sauvegarde de la biodiversité.



© Mandril<sup>4</sup>

*Leïla Baracchini: Pourrais-tu revenir sur la manière dont vous avez conçu et construit votre relation au média dans ce contexte? Et aussi nous dire quelques mots sur les raisons qui vous ont motivé à faire ce travail de médiation du savoir scientifique hors du monde académique?*

**A. A. :** Il faut dire qu'au moment de publier notre article, il existait déjà 1200 articles scientifiques publiés dans des journaux à comité de lecture, qui montraient qu'il y a des problèmes avec ces néonicotinoïdes. Et à côté de cela, il y a encore des politiciens qui se demandent s'il faut interdire ou pas, voire même ré-homologuer certaines molécules. Alors nous, on a décidé de prendre une position forte dans notre article pour donner du crédit à ces 1200 articles, à ces décennies de recherche. À la fin de notre papier, on demandait une interdiction mondiale de ces néonicotinoïdes, on critiquait les procédures d'évaluation des risques et on identifiait les lacunes dans cette procédure. Nous, nous avions l'impression d'arriver à la fin de la bataille des néonicotinoïdes en disant: « Regardez, on va mettre tout le monde d'accord. » Paf, le poing sur la table.

<sup>4</sup> Les illustrations présentées dans cet article sont issues d'une collaboration entre Mandril, artiste neuchâtelois et Alex Aebi pour illustrer les recherches de ce dernier et son parcours d'engagement.

L'histoire a montré que le coup de gueule a été possible et qu'on a eu la chance d'avoir à ce moment-là l'attention des médias. Notre étude a d'ailleurs servi dans certaines situations. Le gouvernement anglais l'a mobilisée avec une autre étude publiée par des chercheurs allemands sur le déclin des populations d'insectes (Hallmann et al. 2017) pour justifier au sein de l'UE pourquoi ils allaient voter pour une interdiction formelle de trois néonicotinoïdes.

Le jour de la sortie du papier, je me souviens parfaitement, c'était émotionnellement un charivari monumental. J'étais devant mon ordinateur, seul chez moi, et je suivais en temps réel les actualités en ligne. « Merde », c'était comme un essaim qui sort de la ruche. Une espèce de machin inexorable qui dégueule, qui sort dans la sphère publique. Et là, on a commencé à se demander: Est-ce qu'on a fait juste? Est-ce qu'on n'a pas fait juste? Qu'est-ce qu'on a fait là? Qui va se fâcher? Qui ne va pas se fâcher? Est-ce qu'on va en prendre plein la gueule ou pas? C'était vraiment monstrueux, mais tellement excitant.

Au début, avec les collègues à Neuchâtel, on appréhendait la question des médias très, très négativement. Or, la première leçon, c'est que les journalistes scientifiques à qui on a eu affaire connaissaient très bien le domaine. La seconde a été de comprendre qu'ils avaient envie de faire bouger les choses dans la même direction que nous. C'étaient nos alliés principaux. On avait complètement occulté ça.

Il y a un mot clé que j'aime bien dans cette histoire, c'est le mot confiance. Il y a des personnes différentes qui ne savent pas travailler ensemble et qui tout à coup doivent le faire. Nous, on a établi une liste de journalistes de confiance qui sont des gens qui nous ont donné la parole par le passé avec qui on a appris à travailler, avec qui on a pu poser nos conditions de relecture des articles et construit une démarche. Et on a aujourd'hui une interaction qui est beaucoup plus réfléchie, beaucoup plus construite avec des journalistes.



*Alex Aebi devant son rucher accordant un entretien filmé pour le téléjournal suisse à propos de l'article paru dans Science. (Photo: un journaliste de la RTS)*

*L. B. : Tu es aujourd'hui également investi dans les arènes politiques au travers, entre autres, de ton engagement en tant que membre du comité élargi de l'initiative Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse. À partir de ton expérience, peux-tu nous dire quelle place le chercheur occupe dans ce contexte particulier de votation ?*

**A. A. :** Je ne crois pas qu'il y ait une place prédéfinie pour un chercheur engagé dans ce genre de choses. Je pense qu'en tant que citoyenne ou citoyen, on peut s'y frotter. Si en plus on fait de la recherche, je pense qu'il faut jouer dans les deux registres.

Je ne suis pas sûr non plus qu'un rôle potentiel des scientifiques dans ce genre de démarche politique soit complètement assumé. J'ai plutôt l'impression que c'est le contraire. J'ai l'impression que l'instrument n'est pas du tout investi par le monde académique. Les moments où on nous glisse qu'on pourrait passer par la voie politique, ce ne sont pas des moments identifiés par les scientifiques, ce sont des moments identifiés par nos collègues du monde politique.

En tout cas, dans notre aventure, cela n'a pas du tout été quelque chose de conscient. Ce qu'il y avait de clair par contre, c'est que les initiants voulaient des chercheurs dans l'histoire. Eux, ils savaient déjà ce qu'on pourrait faire ensemble.

D'ailleurs, si on m'avait demandé au début : « Est-ce que tu t'engages dans le comité ? » J'aurais dit non. Et petit à petit, peut-être par l'obtention de mes propres données j'y suis venu, car il y a une différence entre lire un article et avoir soudain ses propres résultats. Tout cela fait que cela prend une autre portée par rapport à l'engagement qu'on veut développer sur ces questions. L'accumulation d'observations et de résultats sur le déclin de la biodiversité, fait qu'à un moment donné, cela s'impose comme une évidence. Il faut entrer dans la danse.

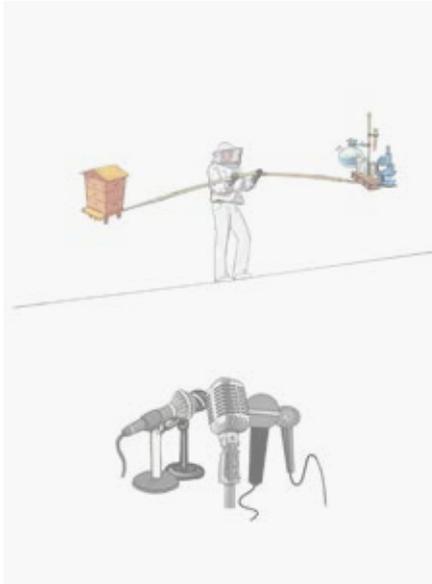


*Manifestation en faveur de l'initiative pour une Suisse libre de pesticide de synthèse sur la place fédérale. (Photo: comité [www.2xOui.ch](http://www.2xOui.ch))*

## Redorer le blason de l'activisme

*L. B. : Comment ces prises de position sur les pesticides ont-elles été perçues par vos collègues et plus largement au sein du monde académique? Quelle valeur et quelle légitimité ont été accordées à cette forme d'engagement?*

**A. A. :** Du côté des sciences naturelles particulièrement, il y a beaucoup de frilosité et de timidité par rapport à cet engagement. On m'a dit: « Tu es un funambule. Si tu fais un pas de côté, tu seras discrédité, tu ne seras plus personne en sciences. » Or l'histoire des sciences montre qu'il n'y a pas de cas comme ça (Oreskes et Conway 2010). En fait, si on est juste et si on est méthodologiquement juste aussi, normalement, il n'y a pas trop de risques. Mais il y a cette crainte, cette frilosité, tout particulièrement par rapport au terme activiste. On a la crainte d'une recherche-activiste, alors que je pense qu'on devrait pouvoir redorer le blason du terme activiste et instituer une réflexion là-autour dans les universités.



© Mandril

Ce qui m'inquiète particulièrement dans l'arène autour des pesticides, c'est que nos actions, nos écrits dans *Science*, nos lettres essayant de mettre en évidence un consensus scientifique sur la question – 1200 papiers quand même, c'est super solide, je trouve – c'est que toutes ces actions sont critiquées. C'est difficile de dire exactement qui est là-derrrière, mais on peut supposer qu'il s'agit de l'agrochimie, des vendeurs de produits phytosanitaires, de leurs utilisateurs, des institutions qui prônent l'agrochimie plutôt que l'agoécologie. Actuellement il y a des écrits qui décrivent nos actions d'« activistes », en y associant une connotation très négative. On dit « Ces gens-là, ce sont juste des activistes et pas des chercheurs. Ils utilisent

ces moyens qui ne sont pas tout à fait « académiques » pour faire de la recherche et du coup ce sont des « activistes ».

Mais ce qui m'inquiète encore plus c'est que cette utilisation négative du terme activiste par l'agrochimie semble avoir suffi pour que des universitaires ne s'autorisent plus à considérer une recherche activiste comme étant possible, par peur. Il y a à mon avis une méconnaissance profonde de ce que signifie l'activisme, que je définis comme étant un mode de conduite qui privilégie l'action pour changer une situation sociale, voire politique. Pour moi, qu'on le veuille ou non, si on travaille sur les néonicotinoïdes et les abeilles, ce n'est pas tenable de ne pas faire le pas de plus, le pas politique pour faire changer les choses.

À mon avis, ce serait intéressant qu'on fasse peut-être des assises sur l'engagement pour que chacun, chaque discipline réfléchisse à ce que serait sa contribution à cet engagement. Là, on est dans une improvisation qui est inconfortable. Cela est parfois plaisant, on a des fois des poussées d'adrénaline, mais on a aussi des moments d'angoisse par rapport à tout ça. J'aimerais rendre la position de chercheur engagé plus confortable.

*L.B. : Tu as dit avant que vous avez été « projetés » dans cette posture engagée sans être vraiment préparés. Avec le recul aujourd'hui pourrais-tu nous dire quels ont été les coûts et les bénéfices, mais aussi les apprentissages que vous avez faits de cette entrée dans l'arène médiatique et politique ?*

**A.A. :** L'apprentissage principal c'est qu'idéalement il faut se donner le temps de réfléchir avant d'agir. Deuxième apprentissage, c'est que la réalité de ce genre de combat ne permet pas toujours cette espèce de soupape réflexive.

Un autre apprentissage, c'est que cet engagement est bienvenu aux yeux des gens hors de l'université. Les gens sont en attente de prises de position fermes de la part des experts. Je mobilise souvent l'image de l'université dans sa Tour d'Ivoire, juchée sur une espèce de pile de savoir scientifique, de publications, de gros bouquins sonnants et trébuchants du point de vue de l'académie, mais pas du tout à l'écoute des besoins du public. Donc il y a d'un côté l'envie du public de savoir quelque chose, et de l'autre des réticences pour les raisons que j'évoquais tout à l'heure à entrer dans l'arène. Mais si certains collègues expriment leur réticence à s'engager, c'est également quelque chose qui commence à être valorisé. Enfin, la valorisation n'est pas du tout institutionnalisée. On n'a pas une hiérarchie qui prend position en disant: « Bravo, vous avez bien travaillé là. » Par contre, au niveau personnel, il y a des gens qui sont derrière nous. On sent un certain soutien.

Mais ce que j'aimerais avoir, c'est un soutien un peu plus formel. Je trouverais intéressant que l'université valorise les [prises de position des chercheurs dans le débat public](#), que ça devienne même peut être un critère d'évaluation de bonnes performances académiques, au même titre que l'argent qu'on ramène en tant que chercheur ou que l'impact factor de nos publications<sup>5</sup>.

Aujourd'hui si on s'autorise un certain nombre de choses sur le sujet, c'est bien parce qu'on a posé un gros *Science* qui a son poids dans le monde académique. Il y a bien entendu des choses qui sont des facilitateurs de cet engagement, comme un *Science*, comme une pos-

<sup>5</sup> Voir Low et Merry (2010) pour une liste des freins académiques envers une recherche engagée.

ture interdisciplinaire. Mais est-on obligé d'en passer par là pour pouvoir légitimement assumer nos engagements de chercheuses et de chercheurs ?

Pour moi, plusieurs choses pourraient contribuer à un engagement fort dans les universités. La première est une formation solide incluant l'histoire de nos disciplines. Je pense notamment à un cours d'histoire des sciences obligatoire pour chaque cursus dans une Faculté des sciences. Je pense aussi à des cours autour de l'étude sociale des sciences pour cerner ce qui fait cette science, les effets qu'elle peut avoir, à quel point chacune des étapes de nos recherches sont socialement construites et ... politiques. Sur un autre plan, des cours de gestion des médias ou des cours d'argumentation dans un débat public seraient également nécessaires. Enfin, continuer de valoriser les prises de position dans le débat public, par la participation à des débats, par des articles dans la presse, par des interviews à la radio, serait indéniablement un plus. On dépasserait ainsi le stade « merci de faire rayonner l'université » pour aller vers une posture où l'institution serait en fait véritablement derrière ces prises de position.

*L.B. : Et par rapport à ces constats, quelle place accordes-tu à la question de l'engagement dans ton enseignement et aussi peut-être dans ton rapport aux étudiantes et étudiants ?*

**A. A. :** Au moment de la publication dans *Science*, il est paru évident que c'était difficile dans mon enseignement de complètement ignorer ce que je vivais par ailleurs dans mes fonctions de chercheur. Plutôt que de mettre de côté les aspects politiques et engagés de mes pratiques, j'ai réfléchi à comment l'intégrer dans mes cours. J'ai essayé de décrire mon parcours, les expériences vécues, les étapes franchies, le plus finement possible, en étant réflexif sur la responsabilité des universitaires à propos de l'engagement. Je pense que c'est ma responsabilité de le faire.

Je pense qu'il faut construire une université qui soit capable de faire les choses différemment, qui soit à même pas seulement de regarder d'un œil un peu inquiet les jeunes qui sont des zadistes à la colline du Mormont, face à Holcim, mais essayer aussi de comprendre pourquoi ils le font, comment ils le font et peut-être y contribuer en leur offrant par exemple un espace de réflexivité comme celui dont j'ai bénéficié moi-même à l'Institut d'ethnologie. Ce que je constate maintenant, c'est que les étudiantes et les étudiants ont tendance à tourner le dos à l'université pour vivre leur engagement d'activiste. En fait cet activisme, ils le font sans être capables d'embarquer l'Université avec eux. Et je trouve ça dommage.

Et encore une fois, il me paraît essentiel de thématiser, de réfléchir à comment mettre ensemble le futur de l'université – car le corps étudiantin, c'est le futur de l'université – avec ces engagements et comment l'accompagner. J'ai l'impression qu'on va en perdre un certain nombre qui vont préférer s'investir dans leur vie associative pour essayer de construire un monde plus durable, plus juste, plutôt que dans leur vie idéalement associative et académique ensemble. J'ai l'impression qu'on ne se donne pas les moyens de prendre ça au sérieux.

## Une recherche en prise avec le réel ...

*L.B. : Dans le cas de tes engagements, comme celui pour l'initiative par exemple, qui donne vraiment lieu à d'intenses débats, souvent très polarisant, on se demandait: d'une part en quoi, des outils issus de l'anthropologie peuvent être utiles pour construire un dialogue entre des positions diverses, mais aussi, dans quelle mesure ces clivages peuvent être un frein à la recherche ?*

**A.A. :** On se ferme un certain nombre de portes, c'est certain. Il y a des arènes dans lesquelles on ne peut plus aller. Avec la campagne pour l'initiative qui est monstrueuse, clivante au possible, on a séparé les mondes. Mais inversement, l'engagement crée aussi des synergies qui sont productives et qui – peut-être de façon étrange et peu conventionnelle – contribuent à l'obtention de données pour la recherche.

J'ai plusieurs exemples très parlants. Par exemple l'un des enjeux clés dans ces histoires de pesticides, c'était le [manque de transparence](#) des autorités par rapport à leurs décisions et par rapport à l'usage des produits phytosanitaires. D'un point de vue épidémiologique, pour un chercheur, avoir des données précises sur combien de produits phytosanitaires sont utilisés en Suisse, sur quelles cultures, sur quelle surface serait super utile. Cela nous permettrait de comprendre des phénomènes observés quant à la mortalité des abeilles et de les mettre en relation avec la quantité de pesticides auxquels elles ont été exposées dans l'environnement. Mais, actuellement, on en est encore à devoir passer par des abeilles et du miel pour savoir ce qu'il y a dans l'environnement.

C'est pour cette raison qu'en septembre 2020 j'ai contribué à une lettre ouverte dans *Le Temps* pour interpeller l'OFAG sur les raisons pour lesquelles il ne procurait pas aux chercheurs des matériaux solides par rapport à l'usage des produits phytosanitaires. À la même période, une politicienne genevoise verte m'a proposé de déposer une interpellation parlementaire ensemble.

J'avais également donné une conférence sur le déclin des insectes et le rôle des pesticides. À l'issue de la conférence, un juriste, avocat, m'a contacté. Il avait été touché par ce que je racontais sur ces histoires de transparence et il a offert ses services d'avocats. Avec un collègue, ils ont monté une association à partir de laquelle ils ont utilisé leurs outils juridiques et leur argumentaire de juriste pour démontrer que d'un point de vue légal ils étaient obligés de répondre aux demandes des chercheurs sur la transparence des données pour pouvoir comprendre sur quoi se basait l'OFAG pour autoriser certains pesticides malgré un avis défavorable des scientifiques. Les avocats ont obtenu certaines victoires et on a obtenu des rapports des dossiers de demande d'homologation des nouveaux pesticides. Finalement, tous ensemble on a fait quelques pas vers une transparence par rapport à l'usage des produits phytosanitaires. On a obtenu des chiffres, des vrais chiffres. Petit à petit on a donc monté un édifice qui est efficace.

Quand on pense à la biologie, on se rend compte qu'il faut une espèce d'écosystème de gens qui savent travailler ensemble, qui se nourrissent les uns les autres, dans lesquels il y a des flux d'énergie comme un écosystème naturel. Il y a des flux d'énergie, de protéines, de calories, des interactions proie-prédateur. Il faut tout cela pour qu'il y ait des résultats. On n'a pas les moyens de valoriser ces synergies en silos disciplinaires. On casse un nombre incal-



*Alex Aebi en train de remettre une pétition contre la réhomologation d'un pesticide controversé au siège de Syngenta. (Photo: [www.lebenstattgift.ch](http://www.lebenstattgift.ch))*

culable de flux qui s'avèrent être des leviers importants non seulement pour faire bouger la société, mais aussi pour faire avancer la connaissance. Si on s'autorise à avoir des petits flux entre des scientifiques, des journalistes, des avocats, des politiciens, des citoyens, des apiculteurs, je pense qu'il y a des choses qui peuvent se créer, qu'il devient possible d'atteindre un certain nombre d'objectifs difficiles ensemble. Pour aller plus loin, je pense que l'ingrédient principal de ces collaborations est la confiance. Et en ce sens, il me semble qu'une recherche engagée n'en est que plus juste, plus pertinente, plus en phase avec ce que ressentent les gens.

*P. C. : Mon impression à t'entendre, c'est qu'avec le temps tu assumes un déplacement de ton intérêt vers la science comme discipline où l'on produit du savoir en tant que chercheur et auteur pour te consacrer petit à petit à l'activité scientifique en tant qu'activité d'apprentissage d'un savoir faire avec. Il y a un enjeu là ?*

**A. A. :** Oui, c'est le chemin que j'ai envie d'emprunter. J'aimerais qu'on sache faire ensemble. Ce serait la version idéale.

L'étiquette que j'adopterais serait celle de la science citoyenne ou de la recherche participative. Je considère que c'est ma responsabilité de biologiste d'être une sentinelle de l'environnement. Je mobilise donc mes outils de biologiste (accès à la littérature, à un laboratoire) pour documenter le déclin de la biodiversité et l'effet des pesticides sur le vivant, dans une démarche de recherche participative. Ma recherche peut être définie comme une recherche activiste ou transformative, cherchant à orienter la politique vers une interdiction des pesticides de synthèse (Temper, McGarry and Weber 2019). Mais je mobilise également mes outils de biologiste pour faire un plaidoyer pour la sauvegarde de l'environnement (Low and

Merry 2010). Je mobilise l'ethnologie pour suivre son cheminement vers une recherche engagée mais aussi pour être conscient du rôle de sa recherche sur les acteurs qui l'entourent. Par exemple, dans le cadre de mon engagement à la Fédération cantonale neuchâteloise d'apiculture, j'espère mettre en place ce que j'appelle pour l'instant un Observatoire cantonal apicole. Il s'agira dans cette structure de faire des recherches « pour et par » les apiculteurs et de répondre à leurs questions. Cette idée m'est venue du constat que les études publiées dans de grands journaux n'avaient que peu d'impact dans la société civile et j'avais envie de faire de la recherche à une petite échelle, chez nous, pour intéresser les apiculteurs à nos recherches. Pour moi, c'est probablement la meilleure façon de les enrôler dans une aventure commune. Ensuite, j'aimerais miser sur la confiance, sur la reconnaissance mutuelle et sur le temps long pour construire, ensemble, un monde où les abeilles ne devront plus être cantonnées au rôle de défenseuse de l'environnement. Mais surtout, ce qui m'intéresse c'est de pouvoir créer des connaissances avec eux. L'abeille serait alors enfin une passerelle entre les mondes.

Donc oui, je verrais bien une démarche, inspirée des sciences sociales, dans laquelle on assume le temps long et où l'on miserait sur le qualitatif. On ne veut pas arriver avec nos idées et dire : Est-ce que vous êtes d'accord ? Est-ce que ça marche ? On veut vraiment construire les choses depuis le début ensemble. Je rêve de construire l'après 13 juin, de commencer à y réfléchir maintenant.

J'ai envie d'amener un peu de souffle réflexif dans cette aventure. Autour des pesticides, on a été amené à prendre des postures fortes. Alors qu'on devrait être amené, si on veut faire les choses différemment et mieux à prendre du recul par rapport à ces positions fortes, à comprendre comment elles ont été construites, à comprendre d'où elles viennent, à comprendre comment nous on se positionne par rapport à ces postures fortes et intransigeantes. Il va falloir de la discussion, apprendre à se connaître, à comprendre les positions de chacun. Il faudra mettre pas mal d'eau dans le vin. Je crois que ça va aider les gueules de bois ...

*P. C. : Un des enjeux de l'engagement pour toi tel que tu le décris-là, il m'a semblé que c'était qu'il y avait la nécessité de reconnaître que l'expérience du chercheur ne se limite pas à la production de savoir mais qu'elle est aussi d'emblée affective et politique. Comment composer avec ces différentes réalités de la recherche ?*

**A. A. :** Oui, pour moi un chercheur doit pouvoir mobiliser ses émotions dans sa recherche et dans sa façon de les partager avec le public, dans sa façon de les mobiliser dans des engagements politiques. Mais là, on a une combinaison explosive. Mélanger recherche, émotions et politique. Comment faire ?

Peut-être qu'une façon de faire pour assumer ces choses-là pleinement, ce serait d'avoir sans arrêt des espèces de filtre réflexifs. Si on arrive à avoir un réflexe de la réflexivité à se demander où est-ce que j'en suis dans mon histoire ? Comment j'y suis arrivé ? Qu'est-ce que je veux poser sur la table de négociation ? Qui sont les gens en face de moi ? Essayer d'être plus conscient du rôle qu'on joue, qu'on le veuille ou non, dans cette arène politico-scientifique.

Je trouve intéressant d'avoir ces différents niveaux de réflexion. Mais j'ai l'impression qu'on est souvent dans un registre ou un autre, j'ai l'impression qu'on est soit dans l'hyper professionnel, soit dans l'hyper politique, soit dans l'émotionnel. Je pense que typiquement



*Les autocollants de l'Initiative pour une Suisse libre de pesticide de synthèse et le vandalisme dont ils ont parfois fait l'objet illustrent les tensions vives qui ont animé cette campagne. (Photo: Alex Aebi)*

avec une initiative comme celle sur les pesticides, on est dans ces trois registres et on ne sait pas les faire dialoguer. J'ai l'impression qu'il y a les scientifiques qui posent des résultats, des politiques qui manœuvrent comme ils peuvent, des personnes qui parlent et d'autres qui ont voté avec leurs tripes parce qu'ils ont vu l'affiche avec le bébé avec le pedigree chimique collé sur le ventre.

Qu'on le veuille ou non, différents registres s'entrechoquent. Or ces différents registres ne sont pas collectivement assumés. On est chacune et chacun dans son registre. Il vaudrait mieux mélanger les registres et essayer de trouver un registre commun. Et c'est là que les outils des sciences sociales peuvent réellement apporter quelque chose, car non seulement ils offrent la possibilité de mieux comprendre la manière dont s'articulent ces registres, mais ils ouvrent aussi à des possibilités d'interprétation et de traduction des phénomènes sociaux dans un langage commun. C'est en ce sens que nous devons les mobiliser. D'une manière ou d'une autre je crois qu'ils nous aideront à ouvrir des espaces de rencontres où puissent se construire des registres communs.

## Références

**Aebi, Alexandre, et Ellen Hertz.** 2022 (à paraître). «La santé des châtaigniers comme cause patrimoniale: Bio-terrorisme amateur, assouplissement administratif et «neutralité active» des sciences citoyennes.» In *Faire héritage. Actualité du patrimoine devant l'anthropocène*, dirigé par Anne-Sophie Haeringer et Jean-Louis Tornatore. Paris: L'Harmattan.

**Hallmann, Caspar A., Martin Sorg, Elke Jongejans, Henk Siepel, Nick Hoffand, Heinz Schwan, Werner Stenmans.** 2017. «More than 75 Percent Decline over 27 Years in Total Flying Insect Biomass in Protected Areas». *PLOS ONE* 12, no. 10: e0185809. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0185809>

**Low, Setha, and Sally Merry.** 2010. «Engaged Anthropology: Diversity and Dilemmas.» *Current*

*Anthropology* 51(2): 203–226. <https://doi.org/10.1086/653837>

**Mitchell, Edward A. D., Blaise Mulhauser, Matthieu Mulot, Aline Mutabazi, Gaëtan Glauser, and Alexandre Aebi.** 2017. «A Worldwide Survey of Neonicotinoids in Honey». *Science* 358: 109–111. DOI: 10.1126/science.aan3684

**Oreskes, Naomi, et Erik M. Conway.** 2010. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. New York: Bloomsbury Press

**Temper, Leah, Dylan McGarry and Lena Weber.** 2019. «From Academic to Political Rigour: Insights from the Tarot of Transgressive Research». *Ecological Economics* 164: 106379. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106379>

### Auteur·e·s

**Alexandre Aebi** est biologiste, socio-anthropologue et apiculteur. Ses recherches entremêlent des projets visant à mieux connaître la biologie de l'abeille, à comprendre comment l'abeille et l'apiculture sont parfois détournées pour essayer de répondre à des enjeux sociétaux ou politiques et à décrire les modalités d'engagement des scienti-

fiques, des apicultrices et des apiculteurs qui ont décidé de les défendre contre l'usage controversé de pesticides de synthèses en agriculture.

[alexandre.aebi@unine.ch](mailto:alexandre.aebi@unine.ch)

*Université de Neuchâtel, Instituts de biologie et d'ethnologie – Laboratoire de biodiversité du sol*

**Leïla Baracchini** est anthropologue, docteure de l'Université de Neuchâtel et de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Lauréate du prix de thèse du Musée du quai Branly – Jacques Chirac 2019, elle travaille actuellement en tant que postdoctorante au Muséum national d'Histoire naturelle – MNHN Paris. Ses recherches portent sur les politiques de la représentation dans un contexte de globalisation et les processus de marchandisation et de patrimonialisation de la culture.

[leila.baracchini@bluewin.ch](mailto:leila.baracchini@bluewin.ch)

**Pierre Caballé** est assistant doctorant au sein de l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel. Ses recherches s'inscrivent dans le champ des humanités environnementales. Son travail de thèse porte sur les relations humains abeilles en Suisse romande. Il consiste en une exploration ethnographique des arts de vivre avec les abeilles dans le contexte de la crise apicole contemporaine.

[pierre.caballe@unine.ch](mailto:pierre.caballe@unine.ch)

*Université de Neuchâtel, Institut d'ethnologie*